

Compte rendu du Conseil Municipal du 7 juillet 2015 à 18 h 30, réuni sous la présidence de Monsieur Éric PENSO, Maire.

Etaient Présents : Éric PENSO – France GABORIT – Thierry VINDOLET – Bernadette BRISARD – Gilles CHRETIEN – Thierry NOEL - Servane BESSOLES – Yves FANJAUD – Brigitte MIAS – Guillaume BUREL – Monique BARON - Gilles DUTAU – Gabrielle CROUZIL – Guy MARTRE – Marjolaine AVENTURIER – Julien BASCOUL – Anne VINCENT-FAGOT – Vincent MEYNIER — Bernard DUVIC - Marie-Noëlle SIBIEUDE - Cécile PAGES.

Etaient Représentés : Christine DAVY représentée par Eric PENSO
Simon UGUEN représenté par France GABORIT
Guy FILLET représenté par Marjolaine AVENTURIER
Michel CHASTAING représenté par Bernard DUVIC

Etaient Absents : Faouzia DAHMANE
Philippe FOULON

Arrivés en cours de séance : Vanessa DEDIEU à partir de l'affaire n°5
Séverine TEILHARD-RIOLA à partir de l'affaire n°7

Monsieur le Maire ouvre la séance et constate que le quorum est atteint.
Monsieur Thierry VINDOLET est nommé secrétaire de séance.
L'ordre du Jour est adopté à l'unanimité

00 - Affaires générales - Approbation du Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 28 mai 2015

Le Procès-Verbal de la séance du Conseil Municipal du 28 mai 2015 est adopté à l'unanimité.

01 - Affaires générales - Application de l'article L 2122-23 du Code général des Collectivités Locales

Monsieur le Maire informera le Conseil Municipal des décisions qu'il a prises, par délégation du Conseil Municipal, depuis la séance du 28 mai 2015.

- **Décision n° 2015-019 du 29 mai 2015** : conclusion d'un marché de travaux d'abattage de pins (3ème tranche du lotissement la résidence du Château) avec l'ONF pour un montant de 4 492.00 € HT,
- **Décision n° 2015-20 du 29 mai 2015** : conclusion d'un marché de fourniture et de pose d'un portail coulissant à la gendarmerie d'un montant de 8 500.00 € HT avec l'entreprise CLOTURE POUSSIN,
- **Décision n° 2015-21 du 12 juin 2015** : conclusion d'un marché de travaux d'enduit intérieur des archives municipales d'un montant de 18 672.00 € HT avec l'entreprise SARL KOURTEL FACADES,
- **Décision n° 2015-22 du 15 juin 2015** : conclusion pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole d'un marché de travaux d'entretien des espaces verts d'accompagnement de la RD65 d'un montant annuel de 10 740.00 € HT, avec l'entreprise JPL SARL,
- **Décision n° 2015-23 du 30 juin 2015** : conclusion d'un contrat de vente de carburant GNV d'approvisionnement des véhicules de la Commune avec la société GN Vert, d'une durée de 2 ans.
- **Décision n° 2015-24 du 1^{er} juillet 2015** : Prémption de la parcelle BS97, lieu-dit Lous Aubrasses au prix de 10 824 € pour la protection, la mise en valeur et le remembrement de la forêt et l'ouverture au public des espaces naturels.

Le Conseil Municipal en prend acte.

02 – Affaires générales - Fixation d'un tarif d'occupation du domaine public par les « Food-trucks » durant les diverses festivités communales

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que durant les festivités susceptibles de se dérouler sur la Commune organisées par elle ou par des associations, des « Food-trucks » sollicitent l'autorisation d'occuper le domaine public.

Il propose au Conseil Municipal d'instaurer une redevance forfaitaire d'un montant de 30 € par jour.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, adopte cette affaire à l'unanimité.

03 – Finances - Demande de subvention à la Caisse d'Allocations Familiales pour des travaux d'aménagement du local des jeunes

Madame GABORIT, adjointe déléguée aux finances, expose que le service jeunesse utilise un local situé au Complexe Sportif, qui nécessite une rénovation complète (revêtement de sol, tapisseries...). La Caisse d'Allocations Familiales peut participer au financement de ces opérations.

Les travaux sont estimés à 24 267,64€ HT soit 29 121,17€ TTC.

Elle propose au Conseil Municipal de demander à la Caisse d'Allocations Familiales une subvention aussi importante que possible pour participer au financement de ces travaux et d'autoriser le maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document relatif à cette affaire.

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 6 juillet 2015,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité la demande de subvention à la Caisse d'Allocations Familiales pour ces travaux et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

04 – Finances - Demande de subvention à la Caisse d'Allocations Familiales pour l'achat de mobilier à la Crèche les Lapinoux.

Madame GABORIT, adjointe déléguée aux finances, expose que La Crèche Les Lapinoux a besoin de procéder au renouvellement d'une partie du mobilier. La Commune, propriétaire des murs, achètera ces biens qui feront partie de son patrimoine. La Caisse d'Allocations Familiales peut participer au financement de ces opérations.

Les besoins en mobilier sont estimés à 2 799,00€ HT, soit 3 358,80€ TTC

Elle propose au Conseil Municipal de demander à la Caisse d'Allocations Familiales une subvention aussi importante que possible pour participer au financement de ce mobilier et d'autoriser le maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document relatif à cette affaire.

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 6 juillet 2015,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité la demande de subvention à la Caisse d'Allocations Familiales pour ces acquisitions de mobilier et autorise le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

05 – Finances - Approbation du plan de financement pour la transformation du terrain stabilisé en synthétique.

Madame GABORIT, adjointe déléguée aux finances, rappelle qu'au cours de sa séance du 29 janvier dernier, le Conseil Municipal a approuvé une demande de subvention auprès de la Fédération Française de Football, pour le financement du terrain de football en pelouse synthétique.

Afin de compléter le dossier, il convient d'approuver le plan de financement ci-après :

Objet de la dépense	Montant HT	Montant TTC	Financements	Sur la base des dépenses HT	Soit taux de financement
Création d'un terrain de sport en pelouse synthétique	459 753,00 €	551 703,60 €	Fédération Française de Football - District de l'Hérault	45 975,30 €	10%
			Commune	413 777,70 €	90%
Montant total des travaux	459 753,00 €	551 703,60 €	Montant total des financements	459 753,00 €	100%

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 6 juillet 2015,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité le plan de financement tel que présenté ci-dessus et autoriser le maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document relatif à cette affaire.

06 – Finances - Acquisition et ouverture au public d'une parcelle située en Espaces Naturels Sensibles – Demande de subvention auprès du Conseil Départemental de l'Hérault.

Madame GABORIT, adjointe déléguée aux finances indique que la commune a exercé le droit de préemption en Espaces Naturels Sensibles pour procéder à l'acquisition de la parcelle BS 97, située Lous Aubrasses, pour la somme de 10 824,00€.

Cette acquisition participe au remembrement du bois communal. Par ailleurs, ce terrain étant en bordure d'un chemin, il pourra être aménagé en vue de son ouverture au public (débroussaillage, création d'un escalier en pas d'âne, poubelle, table de pique-nique).

Les travaux sont estimés à 1 500€ TTC. Le Conseil départemental participe à ce type d'opération.

Madame GABORIT propose au Conseil Municipal de solliciter une subvention aussi importante que possible au Conseil Départemental au titre des ENS, pour participer au financement de l'achat et de

Vu l'avis de la Commission des Finances, réunie le 6 juillet 2015,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité cette demande de subvention auprès du Conseil Départemental et autorise le maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

07 – Finances - Allocation de subventions aux associations

Madame GABORIT, adjointe déléguée aux finances propose au Conseil Municipal d'attribuer les subventions aux associations comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Nom de l'association	Fonctionnement	Exceptionnelle
Coueurs de l'Eolienne	400,00 €	1 200,00 €
Balou Grandou		700,00 €
Clapiers Country Danse	400,00 €	
Ecole de musique	17 620,00 €	
Crèche Les Lapinous	51 600,00 €	
Totaux	70 020,00 €	1 900,00 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité ces attributions de subvention et autorise le maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

08 – Urbanisme-Foncier - Autorisation de saisine de l'Office notarial de Baillargues pour procéder à la publication de l'ordonnance d'expropriation concernant la réalisation d'un bassin de rétention

Monsieur Gilles CHRETIEN, Adjoint délégué à l'urbanisme et aux affaires foncières rappelle que la Commune est bénéficiaire d'une ordonnance d'expropriation pour l'acquisition de la parcelle CC 46, pour une emprise de 11 401m², en vue de la réalisation d'un bassin de rétention de 16 000 m³ déclaré d'utilité publique par arrêtés préfectoraux du 14 novembre 2006 et du 31 mars 2011.

Cette ordonnance doit être publiée au service de la publicité foncière pour être opposable aux tiers.

Cette publication impose de requérir un notaire pour dépôt de l'ordonnance en ses minutes à publier au service de la publicité foncière. L'Office Notarial de Baillargues a été sollicité.

Monsieur CHRETIEN demande au Conseil Municipal de requérir l'Office Notarial de Baillargues pour procéder à la publication de l'ordonnance d'expropriation, d'autoriser le Maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire et de prendre en charge les frais subséquents

Vu l'avis de la Commission urbanisme-foncier réunie le 6 juillet 2015,

Vu l'ordonnance d'expropriation N°14-00289 rendue au profit de la Commune de Clapiers

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve à l'unanimité la saisine de l'Office Notarial de Baillargues pour procéder à la publication de l'ordonnance d'expropriation et autorise le maire ou l'un de ses adjoints à signer tout document se rapportant à cette affaire.

09 – Personnel - Convention d'adhésion à la mission d'inspection Hygiène et Sécurité du CdG 34 – Mise à disposition d'un agent chargé de la fonction d'inspection (ACFI)

Monsieur Thierry NOËL, Adjoint délégué au personnel rappelle que le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale et notamment son article 5, impose aux collectivités la désignation d'un agent chargé d'assurer une fonction d'inspection (A.C.F.I.) dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité au travail.

Les missions de l'ACFI sont les suivantes :

- Contrôler les conditions d'application des règles d'hygiène et de sécurité prévues par le décret n° 85-603 du 10/6/1985 modifié
- Faire des propositions pour améliorer l'hygiène et la sécurité du travail et la prévention des risques professionnels
- Donner un avis sur les règlements et consignes adoptés par la collectivité
- Etre consulté en cas de désaccord entre la collectivité et le CHSCT dans la résolution d'une procédure de danger grave et imminent
- Pouvoir assister avec voix consultative aux réunions du CHSCT
- Etablir un rapport exposant les dysfonctionnements constatés pendant l'inspection

Les missions de la collectivité sont :

- Diffuser à l'ACFI les informations permettant la préparation et la programmation des interventions
- Faciliter son accès à tous les locaux de travail
- Lui communiquer tous les documents nécessaires à l'élaboration de son diagnostic
- Le faire accompagner lors de ses visites
- L'informer des réunions du CHSCT et des suites données à ses préconisations
- Etablir un programme prévisionnel des inspections à réaliser 3 mois avant sa mise en œuvre.

Il précise que cette mission ne pouvant être menée par les services municipaux, elle nécessite le recours à une expertise externe.

Il explique que pour mener à bien cette mission, la collectivité peut signer une convention avec le centre de gestion de la Fonction Publique du département de l'Hérault (CdG34) dans le cadre d'une mise à disposition, conformément à l'article 25 de la loi du 26 janvier 1984.

La durée de cette convention est de 3 ans.

Les coûts de cette mission sont établis par journée ou demi-journée de travail, sur la base d'un tarif voté par le Conseil d'Administration du CdG 34, incluant les déplacements pour les visites et les réunions, la rédaction des rapports et la participation à toutes les réunions nécessaires à la mise en place, à l'accomplissement et au suivi de la mission.

Le tarif est actuellement fixé à 440 € la demi-journée.

Compte tenu de l'effectif de la Commune, il est prévu une journée d'intervention par an soit un coût annuel de 880 € soit 2640 € pour la durée de la convention.

Conformément à l'article 5 de la convention, il est précisé que les interventions de l'A.C.F.I. donneront lieu à l'établissement de lettres de mission, établies en accord avec les termes de la convention et transmises pour information au Comité d'Hygiène de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT).

Il propose au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention, jointe à la présente, avec le CdG34 afin de lui confier la fonction d'inspection en matière d'hygiène et de sécurité prévue par le décret n° 85-603 du 10 juin 1985.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité, autorise le maire à signer la convention jointe à la présente avec le CdG34 afin de lui confier la fonction d'inspection en matière d'hygiène et de sécurité prévue par le décret n° 85-603 du 10 juin 1985.

PJ n°2 : Convention d'adhésion à la mission d'inspection Hygiène et Sécurité du CdG 34 – Mise à disposition d'un agent chargé de la fonction d'inspection (ACFI)